

**Procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Comité  
d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 31 mai 2018

Le trente et un mai deux mille dix-huit, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la régie Vélib', dûment convoqué le 25 mai 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 69

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de délégués présents ou représentés : 42 dont 12 pouvoirs

Nombre de personnalités qualifiée extérieure présente : 0

**Étaient présent·e·s :**

**Titulaires :**

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Henri Vincent (Bois-Colombes), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), Mme Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Genevieve Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil Malmaison), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Christophe Boissière (Vincennes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Jean-Marc Szymaragd (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

**Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

Anna Angeli (Le Pré Saint-Gervais), Dominique Lebrun (Saint-Cloud).

**Excusé·e·s ayant donné pouvoir :**

Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à Patrice Lebeau, Bruno Tuder (Bagneux) donne pouvoir à Philippe Ribatto, Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine) donne pouvoir à Patrice Pattée, Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Genevieve Gaillabaud, Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) donne pouvoir à Jean-Marc Bourjac, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) donne pouvoir à Sophie Deschiens, Pascale Trimbach (Saint-Mande) donne pouvoir à C. Boissière, Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à Marie-France Parrain, Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Christine Bruneau, Michel Jiaume (GPSO) donne pouvoir à Jean-Marc Szymaragd, Pierre Garzon (Val-de-Marne) donne pouvoir à Yoann Rispal, Patrick Ollier (MGP) donne pouvoir à Catherine Baratti-Elbaz.

### **Excusé.e's :**

Philippe Pierre (Argenteuil), Bruno Beschizza (Aulnay-sous-Bois), Merouan Hakem (Bagnolet), Jean-Pierre Spilbauer (Bry-sur-Marne), Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), Pascal Turano (Charenton), Ali Id Elouali (Choisy-le-Roi), Bernard Accart (Courbevoie), Christophe Bernier (Gennevilliers), Fatah Aggoune (Gentilly), Robin Reda (Juvisy-sur-Orge), Ibrahima Traoré (Le Kremlin-Bicêtre), Bernard Cacace (Le Raincy), Christophe Paquis (Les Lilas), Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Rodéric Aarsse (Malakoff), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Bernard Girault (Noisy le Sec), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), Cécile Ranguin (Saint-Denis), Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Alain Guetrot (Saint-Maurice), Amirouche Laidi (Suresnes), Antoine Dupin (GPSO), Aline de Marcillac (GPSO), Daniel Guiraud (MGP), Geneviève Lafferere (Personnalité qualifiée), Véronique Michaud (Personnalité qualifiée).

### **Assistaient également à la séance :**

Mmes Véronique Haché, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, référent des instances.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018
2. Avis requis sur :
  - La mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Velib'
  - La mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib'
  - La décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018
3. Point divers :
  - Déploiement et service Vélib'
  - Communication et marketing

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

### **1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 5 avril 2018.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 5 avril 2018 est adopté à l'unanimité.*

## 2 – Délibérations

### 2.1 Avis requis sur la décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018 (délibération VM 2018 06)

Le budget primitif rectifié 2018 du budget annexe Régie Velib' a été adopté lors de la séance du 05 avril 2018 en intégrant l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2017 de 4 004,73€ constaté au compte administratif 2017 de la régie Velib'. Dans le respect des principes budgétaires et comptables, en cours d'année, le comité syndical peut procéder à des ajustements des montants inscrits en recettes et dépenses, par décisions modificatives.

En conséquence des retards constatés dans le déploiement du service et dans la perspective d'une mise en œuvre de mesures compensatoires exceptionnelles relatives aux abonnements et aux locations du service Velib', il est proposé de procéder à certains ajustements budgétaires.

Le marché de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Par ailleurs, l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif valant clauses administratives (PFDA) prévoit dans l'hypothèse d'un retard dans la mise en service, la mise en œuvre des pénalités applicables au prestataire d'un montant forfaitaire de 1 000 000 € suite au constat du retard dans la mise en service établi au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, après procès-verbal contradictoire établi chaque mois avec le titulaire, le Syndicat a procédé aux décomptes de ces pénalités dues et les a titrées au titulaire du marché à hauteur de 1 million d'euros pour chacun des mois de janvier, février, mars et avril 2018. Aussi, il est proposé d'inscrire ces recettes exceptionnelles à hauteur de 4 millions d'euros pour cette période.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain, il est proposé de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires suivantes au bénéfice des abonnés du service.

- Un remboursement sur demande des abonnements en cours sur la période de janvier à mai inclus
- Un remboursement des montants perçus au titre des locations inférieures et supérieures à 30 mn.

Ainsi, il est proposé d'inscrire à ce stade un montant prévisionnel de 1 million d'euros en dépenses exceptionnelles pour permettre ces remboursements. Ce montant sera ajusté au vu des demandes de remboursements reçues et des sommes effectivement facturées par le délégataire au titre des locations à fin mai.

La présente décision modificative a donc pour objet d'ajuster comme suit les recettes et dépenses de la section de fonctionnement :

En recettes :

- Augmentation des recettes exceptionnelles : 4 000 000 €

En dépenses :

- Augmentation des dépenses exceptionnelles : 1 000 000 €

Soit un budget total de l'exercice après la présente DM de :

- Section de fonctionnement dépenses : 42 710 000€
- Section de fonctionnement recettes : 45 714 004,73€

Soit un suréquilibre en fonctionnement de : 3 004 004,73€.

Ainsi après l'affectation au budget 2018 des recettes et dépenses supplémentaires énoncées dans le cadre de cette décision modificative la section de fonctionnement perdurera en suréquilibre de 3 004 004,73€ ;

Considérant que l'exécution du budget annexe 2018 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement en dépenses et recettes ;

**La Présidente** indique qu'il est proposé d'élargir la période de remboursement des usagers Vélib' pour les mois d'avril et mai. Elle informe les membres qu'il est nécessaire pour voter ces mesures, de délibérer sur une décision modificative du budget annexe de la Régie Vélib' afin d'inscrire au budget ce remboursement. Elle donne ensuite la parole aux membres.

**M. Jean-Michel Arberet (Arcueil)** est favorable à l'indemnisation des usagers au regard des dysfonctionnements du service. Il fait part de son inquiétude quant aux rentrées financières pour l'année 2018 à la suite des indemnisations et des difficultés pour les collectivités à payer un service qui n'est pas encore disponible sur leur territoire.

**La Présidente** rappelle qu'il est inscrit à l'ordre du jour un point sur le déploiement du service. Concernant le mécanisme du calcul, elle indique que des éléments de réponse seront apportés.

**Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne Colombes)** précise que sa collectivité ne souhaite pas régler la totalité de la cotisation tant que la ville n'a pas reçu ses stations.

**Mme Catherine Pilon (Montreuil)** souhaiterait que soit étudié un prolongement de l'abonnement plutôt qu'un remboursement. Elle pense que les gens ont trouvé d'autres offres que Velib'. Je pense, dit-elle, qu'il faudrait faire prolonger l'abonnement. Elle entend que cela peut être plus cher mais elle souhaiterait obtenir une projection financière.

**M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine)** indique que bien entendu il va voter les éléments proposés. Cependant, il se dit en désaccord avec la méthode de déploiement, même si le Syndicat n'est pas responsable. Smovengo, dit-il, ne remplit pas du tout les engagements pris. Il y a des engagements financiers mais aussi moraux pris avec la population. Il ajoute qu'à Vitry, il n'y aura pas une seule station installée à la fin des vacances et nous sommes inquiets sur la réalisation de station d'ici la fin de l'année. Nous sommes très préoccupés pour une ville comme Vitry qui compte 100 000 d'habitants. Il termine en indiquant qu'il souhaiterait qu'une étude soit faite concernant les dédommagements pour service non fait.

**Mme Sophie Deschiens (Levallois)** informe qu'elle se prononcera favorablement sur cette délibération. Nous justifions, dit-elle, la recette permettant de rembourser les abonnements par la pénalité versé par le prestataire. Ma question est : le prestataire s'est-il acquitté de cette pénalité ?

**La Présidente** comprend la difficulté des élu.e.s de payer pour un service qu'ils n'ont pas encore. C'est pour ces raisons, dit-elle, qu'elle a demandé que le paiement du premier acompte soit décalé dans le temps alors qu'il devait avoir lieu en avril. Concernant le déploiement, elle indique qu'un point va être fait au cours de cette séance.

Elle rappelle que le marché a été signé collectivement pour 15 ans avec un tarif annuel lissé sur ces 15 années. Le principe est un paiement du marché chaque année et juridiquement, 2018 est une année entière.

La présidente ajoute que le contrat ne s'est pas déroulé correctement, et que le Syndicat a fait appliquer les pénalités prévues, en relevant, à chaque début de mois, l'état du service (avec plusieurs dizaines d'indicateurs) pour les justifier. Le contractant a contesté ces pénalités et n'a encore rien payé à ce stade. Les factures qui ont été présentées par le prestataire au Syndicat ont été contestées et honorées que très partiellement.

Nous avons, dit-elle, des dépenses et des recettes exceptionnelles (pénalités) et nous souhaitons que le budget soit validé juridiquement. Lorsque tout ira « bien » avec le prestataire et le service déployé, nous irons au bout des discussions contractuelles dans le cadre d'une négociation globale. Aujourd'hui nous calculons le reste à charge pour les collectivités au vu de ces prévisions budgétaires avec deux paiements échelonnés dans le temps. Nous en sommes au premier, retardé.

A ce jour, je ne peux m'engager au-delà du raisonnable. Mais nous avons plus de chance de montrer que le contrat n'a pas été respecté par le prestataire qu'eux de prouver que nous n'avons pas tenu nos engagements. Il y a des preuves que les différents engagements prévus par le contrat n'ont pas été tenus. Comptez sur moi et sur les équipes du Syndicat pour faire valoir ces droits et défendre l'intérêt de toutes les communes.

Concernant la demande de prolongation de l'abonnement pour les usagers, il est possible de faire une simulation. Cependant, 65 000 abonnés ont déjà demandé un remboursement de leur abonnement. Si l'abonnement était prolongé pour tous les abonnés, cela coûterait bien plus cher même si cela pourrait apparaître comme justifié et permettre de fidéliser les usagers. A ce jour, les usagers s'adaptent aux difficultés que connaît le service et nous devons faire le maximum afin qu'ils puissent l'utiliser pleinement le plus rapidement possible.

Notre responsabilité est de pouvoir minimiser les conséquences financières sur les villes et leur reste à charge tout en dédommageant correctement les usagers.

**Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes)** souhaite connaître les arguments de Smovengo qui lui permettent de contester les pénalités demandées.

**La Présidente** indique qu'elles sont détaillées dans leur communiqué de presse.

**M. Hervé Lièvre (GPSO)** souhaite savoir si une faillite de Smovengo est envisageable.

**La Présidente** indique que l'on peut raisonnablement écarter ce risque à ce jour.

En l'absence d'autre intervention, **la Présidente** soumet aux membres pour avis la délibération VM 2018 08.

*Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, émet un avis favorable unanime, sur la décision modificative n°1 du budget annexe régie Vélib' 2018 arrêtée comme suit :*

## Section de Fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
67- Charges exceptionnelles	678		1 000 000€		
77- Produits exceptionnels	7711				4 000 000€
TOTAL			1 000 000€		4 000 000€
SOLDE					3 000 000€

### 2.2 Avis requis la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Velib'(délibération VM 2018 07)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service.

La présente délibération a donc pour objet de prévoir l'absence de facturation ou le remboursement des locations inférieures et supérieures à 30mn pour l'ensemble des abonnements au service Velib' pour les mois de janvier à mai 2018.

Ainsi, il est proposé de ne pas procéder à la facturation ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de janvier à mai 2018 pour l'ensemble des abonnements au service Velib' à savoir :

- 1) Les abonnements longue durée (listés à l'article 1 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :
  - l'abonnement V-Libre ;
  - l'abonnement V-Plus ;
  - l'abonnement V-Max.
- 2) Les abonnements courte durée (listés à l'article 2 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :
  - l'abonnement V-Découverte;
  - l'abonnement V-Séjour ;
  - l'abonnement V-Découverte tribu ;
  - l'abonnement V-Séjour tribu.

Considérant que compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place une mesure compensatoire au bénéfice des usagers du service ;

**La Présidente** indique que cette délibération a pour but d'indemniser les usages peu fréquents afin de ne pas facturer les utilisations hors forfait et de répondre aux demandes légitimes formulées sur le service.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet à l'avis des membres la délibération VM 2018 07.

*Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, émet un avis favorable unanime sur la mesure tendant à ne pas facturer ou à rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de janvier à mai 2018 pour l'ensemble des abonnements au service Velib' à savoir :*

*1) Les abonnements longue durée (listés à l'article 1 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*

- l'abonnement V-Libre ;
- l'abonnement V-Plus ;
- l'abonnement V-Max.

*2) Les abonnements courte durée (listés à l'article 2 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*

- l'abonnement V-Découverte;
- l'abonnement V-Séjour ;
- l'abonnement V-Découverte tribu ;
- l'abonnement V-Séjour tribu.

### 2.3 Avis requis sur la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib'(délibération VM 2018 08)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Au regard du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service. La présente délibération a donc pour objet de présenter une mesure tendant au remboursement des abonnements encaissés sur les mois de janvier à mai 2018 au bénéfice des usagers.

Cette mesure concerne les abonnés du service Velib' détenteurs des offres « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Par ailleurs, les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018.

Pour pouvoir bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

Considérant que compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés ;

**La Présidente** indique qu'à la suite de cette délibération, les demandes de remboursement déjà effectuées par 65 000 usagers pour le premier tiers de l'année n'ont pas besoin d'être renouvelées afin de prendre en compte les mois suivants.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet à l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation la délibération VM 2018 08.

*Le Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, émet un avis favorable unanime sur la mesure exceptionnelle de remboursement des abonnements « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.*

*Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.*

*Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.*

*La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018. Pour bénéficier de la présente mesure les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne. Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.*

### 3.Point Divers

- Déploiement et service Vélib'

**La Présidente** donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

**M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques)** revient sur plusieurs événements :

- La brutale chute du nombre d'utilisations du 11 avril à la suite d'une programmation conduisant à la décharge profonde de l'ensemble des vélos ;
- La mise en place d'une cellule de crise ;
- Un plan d'urgence consistant à remplacer les 3 000 vélos en panne par des vélos fonctionnels ;
- Le passage à l'électrification des stations et en remplaçant les batteries des totems de façon plus régulière ;
- L'amélioration de l'information aux usagers.

M. Bonnefoy indique que cette phase d'urgence a pris fin le 11 mai dernier et s'est poursuivie par un plan de consolidation en place jusqu'à fin juin. Il précise qu'en parallèle des actions de la Métropole du Grand Paris et du Syndicat Autolib' Vélib' Métropole ont eu lieu, dont une réunion avec Smovengo, Enedis et la Métropole du Grand Paris le 12 mai.

Il présente ensuite l'état du déploiement du service Vélib' Métropole au 25 mai 2018 et cite :

- Un maillage homogène et densifié tant dans Paris que dans les communes limitrophes, avec 900 stations posées et 719 ouvertes (410 électrifiées et 309 sur batterie), soit 621 stations dans Paris et 98 hors Paris sur 29 communes
- 90 nouvelles stations sont en travaux et devraient prochainement être mises en fonction et que 74 sont en études
- 3000 vélos environ sont en circulation
- Afin de stabiliser le système, l'utilisation des vélos à assistance électrique a été suspendue et sera remise en place après la phase de consolidation ;
- Le système Parc + avec *overflow*, mal compris des utilisateurs, a lui aussi été suspendu durant la phase de consolidation ;
- Il est à noter une disparité dans l'installation des stations entre le département des Hauts-de-Seine qui comprend plus d'adhérents et le département du Val-de-Marne.

**La Présidente** note qu'un effort d'information a été fait auprès des maires respectifs, qui ont tous reçu normalement un courrier faisant le point sur l'état des stations dans leur commune.

**M. Olivier BONNEFOY (directeur des services techniques)** indique que dans le cadre du plan de redémarrage du service qui est entamé depuis le 18 mai :

- Les vélos ne fonctionnant pas (100 à 200 par semaine) sont enlevés et remplacés par des vélos fonctionnels ;
- Les vélos sont préparés afin d'augmenter leur nombre au fur et à mesure du déploiement des stations ;
- Afin de ne plus avoir de stations hors-services, toutes les stations sur batterie sont gérées quotidiennement. Les stations non encore mises en service sont neutralisées par un dispositif sur les bornettes de couleur rouge (120 à ce jour).
- Le rythme prévisionnel d'injection des vélos est atteint : l'objectif est de poursuivre le retrait régulier de tous les vélos bloqués en stations mais également hors stations.
- Concernant l'électrification, la part de stations électrifiées atteint 58% sur Paris et 56% sur l'ensemble de la Métropole.
- Un important travail est mené sur le point informatique-télécom et sur les questions d'ordre mécanique. Ce travail est mené avec l'aide des experts de la direction des services techniques et informatiques de la Ville de Paris.

A la suite de l'incident du 11 avril dernier, le pourcentage de courses inférieures à 3 minutes a explosé car beaucoup d'utilisateurs n'ont pas réussi à prendre un vélo après avoir passé leurs badges. Ce chiffre a aujourd'hui diminué. Il précise également l'augmentation significative du nombre de trajets avec environ 20 000 trajets par jours.

**M. Jean Marc Szmaragd (Grand Paris Seine Ouest)** s'inquiète du branchement et du rebouchage des tranchées Enedis. Il constate que beaucoup sont béantes et non entretenues.

**M. Jean-Michel Arberet (Arcueil)** partage la remarque de M. Szmaragd. Il estime que le suivi des chantiers sur la durée est inefficace. Il indique qu'il prend des arrêtés sur certaines stations sans discontinuer depuis janvier. Il souhaiterait comparer les chiffres d'usage du service actuel avec ceux du service Velib' initial.

Il fait part également de son étonnement d'obtenir des informations sur le service dans la presse plutôt que par le Syndicat. Il note cependant une progression dans la communication du Syndicat avec un envoi régulier de nombreux documents, qu'il souhaiterait obtenir plutôt au fur et à mesure de leur sortie.

**La Présidente** indique qu'elle ne maîtrise pas la communication du prestataire. Elle ajoute que le Syndicat envoie les communiqués de presse en même temps à la presse et aux élus. Elle ajoute que dans un souci de transparence, afin de retravailler la relation de confiance avec les usagers, les informations sont mises en ligne régulièrement sur le site Velib' métropole.

**M. Olivier BONNEFOY (directeur des services techniques)** note que dans le cadre de la mise en place d'une information correcte à destination des usagers, les équipes de relation client ont été renforcées.

Concernant le déploiement, 160 stations sont installées, mais sont en attente d'électrification. Le nombre de personnes ayant fait migrer leur abonnement est de 200 000, sur 285 000 abonnés au 1<sup>er</sup> janvier. Depuis la mise en service du nouveau Vélib', plus de 1,1 million de trajets ont été réalisés et plus de 3,3 millions de kilomètres ont été parcourus.

Il revient ensuite sur la réunion ayant eu lieu avec la Métropole du Grand Paris et rappelle qu'une lettre a été envoyée par M. Patrick Ollier aux maires des communes en attente de stations Velib' Métropole afin de faciliter la prise d'arrêtés communaux pour accompagner les travaux.

**La Présidente** rappelle que toutes les données sur le déploiement sont publiées régulièrement sur le site Velib' Métropole.

**M. Philippe Lebeau (Pantin)** constate que sauf erreur de sa part, ils n'ont pas de perspectives réelles sur le moment où les stations vont être mises en place. Il regrette que les communes doivent payer pour un service non activé.

**Mme Anna Angeli (Le Pré Saint-Gervais)** souhaite avoir plus de chiffres sur les abonnements. Elle indique que les réseaux sociaux seraient un moyen pour communiquer sur Velib' Métropole. Concernant la sécurisation des vélos, elle rappelle que l'offre de Smovengo mettait en avant la sécurisation des vélos en stations. Or, elle constate que ce n'est pas le cas. Elle informe les membres qu'elle a lu dans la presse l'existence de difficultés de production de certaines pièces du vélo. Enfin, elle souhaiterait une information sur le mouvement social qui touche Smovengo.

**M. Yohan RISPAL (Fontenay-sous-Bois)** souhaite revenir sur le mouvement social qui a lieu actuellement chez Smovengo. Même si le Syndicat n'est pas responsable de la gestion des salariés de Smovengo, il trouve important de s'intéresser à la façon dont une entreprise traite ses salariés. Il précise que même si le tribunal de Créteil a reconnu que le mouvement syndical n'était pas légal, car non déclaré 5 jours avant son début, il a aussi reconnu que Smovengo avait commis une entorse à la loi en recrutant des intérimaires. Il indique ensuite que 40 salariés ont reçu une convocation pour un entretien préalable de licenciement pour le seul fait d'être en grève.

**La Présidente** entend que les élus ont besoin de perspectives à moyen et long terme. Elle indique que le prestataire a tendance à en fournir, mais qu'elle a tendance à ne plus le croire. Elle espère qu'il va respecter ses engagements, mais désormais elle ne s'engage plus au nom du Syndicat sur les dates que le prestataire lui communique. Elle précise qu'elle met tout en œuvre avec les équipes du Syndicat pour que le calendrier soit respecté et pour anticiper les conséquences du non-respect de celui-ci.

**La Présidente** est d'accord sur la nécessité d'utiliser les réseaux sociaux autant que possible et sur la nécessité pour les villes de reprendre les différentes communications sur leur propre réseau. Elle note cependant un changement de ton de Smovengo sur les réseaux sociaux, plus apte à reconnaître ses erreurs et à communiquer en toute transparence avec les usagers.

Concernant le mouvement social, elle explique que ce qui a conduit le tribunal de grande instance à reconnaître le mouvement illégal vient du fait que les employés ont débuté leur mouvement sans respecter le préavis de grève de 5 jours. Le tribunal a également rappelé que l'employeur n'avait pas le droit de recruter des intérimaires pour faire le travail des salariés grévistes. La Présidente précise que ce n'est pas ce qu'a fait Smovengo qui a embauché des intérimaires pour mettre en œuvre le plan d'urgence mis en place à la suite des problèmes rencontrés le 11 avril dernier. Ces recrutements avaient de plus été lancés avant le déclenchement de la grève.

Concernant le dialogue social avec Smovengo, la présidente reconnaît qu'il est compliqué d'en avoir un dans la mesure où il n'y a pas de délégué du personnel. Elle informe les membres qu'elle a demandé à ce que les élections des délégués puissent se faire de manière anticipée. Elle informe les membres qu'elle a également sollicité l'État pour nommer un médiateur, mais ce dernier ne peut intervenir que quand une grève est officielle. Or, le mouvement présent a été invalidé par le tribunal. Elle estime que même si certaines des motivations des employés lui paraissent légitimes, il est compliqué pour le Syndicat de se mêler de la relation de Smovengo avec ses employés.

La Présidente émet le souhait qu'une reprise du travail ait lieu afin que les salariés déposent un préavis de grève en toute légalité afin de permettre la nomination d'un médiateur.

Enfin, concernant la comparaison des trajets par rapport à l'année précédente avec le Vélib' initial, elle indique qu'il y avait, à la même période, environ 100 000 trajets par jour. Actuellement ces trajets sont donc 5 fois moins nombreux, mais le nombre de stations est lui aussi inférieur.

Elle donne ensuite la parole à M. Olivier Bonnefoy.

**M. Olivier Bonnefoy (directeur des services techniques)** indique qu'il n'existe pas de difficultés de production industrielle pour le vélo. Il reste à faire un travail sur les bornettes. Il existe aussi un sujet à régler concernant la fonction de blocage du vélo hors station. A l'origine, un vélo n'ayant pas été identifié par aucune station durant plus de 24 heures devait se bloquer mais, à ce jour, cela n'a pas été appliqué.

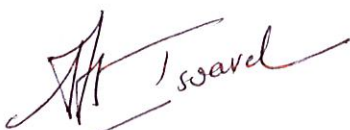
**Mme Anna Angeli (Le Pré Saint-Gervais)** indique que notamment des adolescents réussissent à retirer les vélos électriques des stations sans avoir d'abonnement.

**La Présidente** indique qu'à la suite du problème rencontré le 11 avril, ils ont été obligés de débloquent des vélos en sachant que certains n'étaient pas en station. De fait, ils ont perdu certains vélos qui, aujourd'hui, ont été « privatisés ».

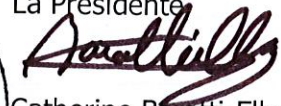
Le point Communication et marketing étant reporté et l'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures.

Le Secrétaire de séance

Thierry-Michel Isoard



La Présidente



Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>e</sup> arrondissement

